

Concertation Publique du 21 décembre 2017 N° 2017-19
Relative à la mise en œuvre de l'accès régulé des tiers
Aux stockages souterrains de Gaz Naturel en France

Réponse de la CFDT

En préambule à ce document, la CFDT se plaît à rappeler qu'au-delà des processus de cuisson, de chauffage ou de fluide à usage industriel, le gaz est tout simplement une source d'approvisionnement en énergie, maniable et moins polluante que la plupart des énergies carbonées : une ressource de transition énergétique par excellence.

Le stockage ou comment donner des moyens à nos ambitions énergétiques

Nous sommes attachés, compte tenu de l'enjeu qu'il représente, à ce que le stockage du gaz soit pérennisé et conforté, tant au plan du principe, de la prise en charge financière par l'ensemble de la filière des fournisseurs, que dans l'intégrité physique de ses sites.

Rappelons que le stockage permet de livrer des volumes stables tout au long de l'année. Du point de vue de la stratégie énergétique du pays, il pallie les défaillances techniques ou politiques, il donne une marge d'initiative et de manœuvre qui peut éviter une certaine dépendance vis-à-vis d'un petit nombre de producteurs, il contribue à l'équilibre des approvisionnements, exerçant un véritable rôle de tampon entre l'approvisionnement et la forte variation des besoins en cours d'année. Enfin, il peut contribuer au développement des énergies renouvelables en assurant une continuité d'approvisionnement durant les creux de production des énergies intermittentes.

Sur le positionnement du gaz naturel comme énergie

La CFDT fait le constat que le gaz doit encore trouver sa place dans les projets de l'Europe de l'énergie, ce constat étant à mettre en équation avec la pérennité des emplois de la filière.

La prééminence de l'électricité dans le contexte d'indépendance énergétique qui a prévalu peut se comprendre, mais aujourd'hui, les données de base sont radicalement différentes : priorité à la « décarbonisation » de la planète, à l'interchangeabilité des systèmes et à une vision consolidée des moyens de fourniture pour obtenir l'efficacité énergétique.

Pour la CFDT, le gaz peut-être l'énergie de la transition énergétique, mais il sera aussi, à plus long terme, une énergie complémentaire incontournable :

- pour ses capacités à réduire durablement les émissions de CO₂ et de particules, peu coûteux à mettre en œuvre, les infrastructures de réseaux étant déjà réalisées,
- pour son stockage et son transport facile, la France ayant une très grande capacité de stockage,
- pour ses nombreuses qualités intrinsèques :
 - des émissions de CO₂ inférieures de 30% pour le chauffage au gaz par rapport au charbon, ce qui pourrait représenter une réduction immédiate du même niveau à l'échelle de l'Europe, en cas de politique volontariste,
 - le gaz naturel pour les camions et les bateaux est sans émission de particules, à l'énorme différence du diesel terrestre et maritime,
 - Le gaz est une énergie d'avenir portée par la recherche, citons le biogaz qui permet le recyclage des déchets et la production d'un gaz abondant sur l'ensemble des territoires. Le gaz devient ainsi une énergie renouvelable, source importante d'emplois locaux, non délocalisables, favorisant l'indépendance énergétique

Notre position :

La CFDT est convaincue de la contribution indispensable du Gaz pour répondre au besoin énergétique de l'Europe dans le respect des contraintes environnementales.

Pour cela, la CFDT demande chaque fois que possible, une régulation des stockages sur 100% de leurs périmètres actuels et à venir, à savoir :

- 70% de remplissage pour couvrir le risque d'événements exceptionnels (2 fois par siècle)
- Monter à 100% pour couvrir les éventuels besoins de production d'électricité par le gaz, sera incontournable
- Couvrir tous les coûts des stockeurs par le tarif de vente. Cela signifie de prendre en compte le coût des stockages sous cocon qui sont une charge financière lourde dans les coûts d'exploitation.

Nous pourrions alors à la fois, sécuriser l'approvisionnement de la France de manière définitive et la placer au cœur du système gazier européen :

- La France sécurisera l'approvisionnement de l'Allemagne qui sera beaucoup moins dépendante d'éventuelles difficultés issues des conflits larvés qui affectent la Russie et ses voisins,
- Le rythme de rotation des terminaux méthaniers passera de 2 bateaux par mois à 3 bateaux par semaine, constituant de véritables points d'entrée sur le territoire,
- Via les « Nord Stream » 1 et bientôt 2, la France sera raccordée aux « autoroutes » du gaz.

Il apparaît évident que l'approvisionnement en énergie ne saurait être livré aux seules mains du marché, aucune clause de pénalité de droit commercial ne

sa~~ur~~ait en effet garantir au client final, le citoyen, que son chauffage et sa gazinière ne s~~te~~teindront pas. À la puissance publique oui.

NOS REPONSES AU QUESTIONNAIRE DE CONSULTATION

Avant toute chose, la CFDT est attachée à ce que les stockages sous cocon soient inclus dans le périmètre de régulation.

Question 1 Détermination du revenu autorisé des opérateurs de stockage :

Avis favorable.

Question 2 Introduction d'un CRCP pour régularisation a posteriori :

Sans y être opposée, la CFDT n'a pas d'avis tranché.

Question 3 Première période de régulation courte de deux ans :

Avis favorable, cela permettra une meilleure négociation.

Question 4 : La CFDT est favorable au principe de régulation incitative défini par Storengy, avec un retour d'expérience de deux ans.

Question 5 Régulation incitative sur la commercialisation :

La CFDT est favorable sous forme de bonus / malus.

Question 6 Calcul et niveau de la BAR :

La CFDT considère qu'il faut appuyer sur les demandes des stockeurs qui « jouent le jeu » honnêtement.

Question 7 : La CFDT ne propose pas de calcul alternatif de la BAR.

Question 8 Taux de rémunération d'actifs : pas de remarques.

Question 9 Fourchette des charges du Capital envisagée par la CRE : Rien à signaler.

Question 10 Concernant les charges nettes d'exploitation, la CFDT soutient les demandes des opérateurs.

Question 11 Fourchettes de revenus autorisés sur la base CRE : pas de remarque.

Question 12 Assiette proposée par la CRE : Pas de remarque.

Question 13 Assiette de compensation : Nous retenons la méthode basée sur la pointe P2.

Question 14 Remarques complémentaires : Rien à signaler.

Question 15 Compensation aux trois opérateurs de stockage par les deux GRT : La CFDT est favorable.

Question 16 La CFDT est favorable aux principes généraux envisagés par le CRE pour la commercialisation des capacités de stockage pour la première année

Question 17 Phase de commercialisation initiale : la position de la CRE semble pertinente.

Question 18 Calendrier hebdomadaire :

Pour la CFDT, la proposition de TIGF est préférable.

Question 19 Proposition de la CRE sur la règle de constitution des lots commercialisés :

Avis favorable de la CFDT.

Question 20 Proposition de la CRE sur nombre maximal de produits proposés par chaque opérateur :

La CFDT est d'accord avec cette proposition.

Question 21 Transfert des capacités non attribuées : Avis favorable

Question 22 Commercialisation exclusive des produits standards : Avis favorable

Question 23 Modalités CRE après la commercialisation initiale :

La CFDT n'y est pas favorable. Attendre une baisse des prix serait préférable.

Question 24 Non commercialisation de capacités sur plusieurs années

Non, la CFDT est favorable à un démarrage immédiat de la commercialisation.

Questions 25 et 26 Enchère et prix d'adjudication : Pas d'avis.

Questions 27 et 28 Méthodes d'expression de la demande et de fixation des enchères : Avis favorable

Question 29 Liberté de commercialisation des capacités de stockage par les opérateurs sur la plateforme de leur choix:

Non, la CFDT se prononce pour une plateforme commune.

Question 30 Publication du prix de réserve en amont de chaque enchère :

La CFDT est favorable.

Question 31 Prix de réserve nul pour tous les produits de stockage :

La CFDT est d'accord avec la proposition de la CRE

Question 32 Corrélation des prix de réserve non nuls et performance des produits :

La CFDT y est opposée.

Question 33 La CFDT est favorable à la proposition de Storengy pour la prise en compte de la moindre attractivité des stockages du Sud en cas de prix de réserve non nuls.

Question 34 Avis favorable de la CFDT au sujet des constantes de la formule de Storengy.

Question 35 La CFDT est d'accord avec les modalités de commercialisation des stockages de Gaz B selon la proposition de Storengy.

Questions 36 et 37 Concertation stockage et calendrier proposé :

La concertation stockage et le calendrier proposé sont acceptables pour la CFDT. La CFDT demande que les organisations syndicales soient associées à cette concertation.